

## PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR - CORSE

RETROUVER L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : [RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG](http://RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG)

RÉALISATION : Département Enquêtes et Analyses Statistiques, Pascale Novelli, Lilian Martin (stagiaire)  
Délégations et Comité Régional, Pascale Kramer (réécriture, secrétariat de rédaction)  
CORRECTION RÉVISION : Christophe Barré



Comme chaque année, les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions et leur évolution. En dehors des territoires d'outre-mer, étudiés individuellement, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines à partir de données de l'Insee. Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2017 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique-Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2012 et 2017<sup>1</sup>, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

## DÉFINITIONS

**Ménage** : un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

**Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC)** : dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun, et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC chacun. On divise le revenu du ménage par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens. Un individu ne correspond pas à une unité afin que soient prises en compte les économies liées à la mutualisation au sein des ménages.

<sup>1</sup> Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR - CORSE				
Données générales	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Corse	Ensemble	France métropolitaine
Population au 1.1.2017 en milliers*	5 048	334	5 382	64 801
Taux de chômage au 4 <sup>e</sup> trimestre 2017	10,4 %	9,5 %	N/D	8,6 %
Part d'étrangers dans la population (2015)	7,0 %	9,1 %	N/D	6,5 %
Densité du parc social** (2017)	59,3	42,2	58,25	73,5
Niveau de vie mensuel médian (2015)	1 689 €	1 604 €	N/D	1 692 €
Taux de pauvreté à 60 % (2015)	17,4 %	19,8 %	N/D	14,9 %
Chiffres 2016 Secours Catholique		Provence-Alpes-Côte d'Azur + Corse		
Situations rencontrées				39 880
Nombre d'équipes				199
Bénévoles				4 044
Situations analysées				3 163
* Chiffres provisoires				
** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1.1.2016				

## CONJONCTURE<sup>1</sup>

### La région Provence-Alpes-Côte d'Azur

abrite aujourd'hui 8 % de la population française, concentrés, pour trois quarts des habitants, sur le littoral, dans les grandes villes comme Marseille, Nice ou Toulon. Sur la période 2010-2018, la population a connu une évolution annuelle semblable à la moyenne nationale (+0,4 %), mais également répartie entre le solde naturel et migratoire. En 2015, les résidences secondaires occupaient 18 % du parc immobilier.

En 2017, la région a vu son nombre d'emplois salariés augmenter de 1,3 % pour atteindre 1 146 000 emplois à la fin de l'année (hors agriculture et particuliers employeurs). Même si cette augmentation représente 15 000 emplois, elle est légèrement plus faible que celle de 2016 (+1,8 %) ou que l'augmentation nationale (+1,6 %). Le département des Hautes-Alpes, qui regroupe la plus petite part d'emploi (2,6 %), a connu la plus forte augmentation du nombre d'emplois de la région durant le dernier semestre de l'année (+0,8 %) ; c'est d'ailleurs le département au taux de chômage le plus faible de la région (8,4 % au quatrième trimestre 2017).

Concernant le taux de chômage, il a connu cette année-là dans la région une baisse de

1,1 point, semblable à la baisse nationale, pour arriver à 10,4 %. En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (A, B, C) ne cesse, lui, d'augmenter. Il était de 487 960 au second semestre 2017, il est de 500 940 au second semestre 2018. Depuis 2012, ce nombre augmente plus rapidement que dans l'ensemble du pays.

Lors de l'année 2016, la région avait vu sa population de foyers allocataires du RSA diminuer de 6,2 %. En 2017, celle-ci semble se stabiliser, et ce sont aujourd'hui 155 000 foyers qui en bénéficient. La part de prestataires de l'AAH à quant à elle augmenté et concerne aujourd'hui 87 000 allocataires.

**La Corse**, connue comme l'île de la Méditerranée la moins densément peuplée avec 37 hab./km<sup>2</sup>, abrite aujourd'hui un Français sur 200. La majorité de la population se concentre sur le littoral et quatre Corses sur dix (43 %) vivent dans les communautés d'agglomération du pays ajaccien et de Bastia.

Concernant l'ensemble des emplois salariés, la Corse connaît une croissance plus élevée que la moyenne nationale avec une croissance annuelle de 2 % qui lui permet d'atteindre 113 100 emplois au second semestre 2017. En comparaison, la France dans son ensemble affiche une croissance annuelle de 0,8 % du

total des emplois salariés. Le secteur tertiaire représente 83 % des emplois de la région.

Le taux de chômage en Corse connaît une baisse tout comme dans le reste de la France (hors Mayotte), avec une baisse de 1,1 point entre 2016 (10,5 %) et 2017 (9,4 %) (quatrième trimestre). Il reste supérieur au taux de chômage national (passé de 10 % à 8,9 % aux mêmes dates) depuis le quatrième trimestre 2013. En revanche, contrairement à l'ensemble de la France, la Corse assiste à une baisse annuelle de -0,9 % du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi. La France entière observe, elle, une augmentation de 1,5 % de cet effectif.

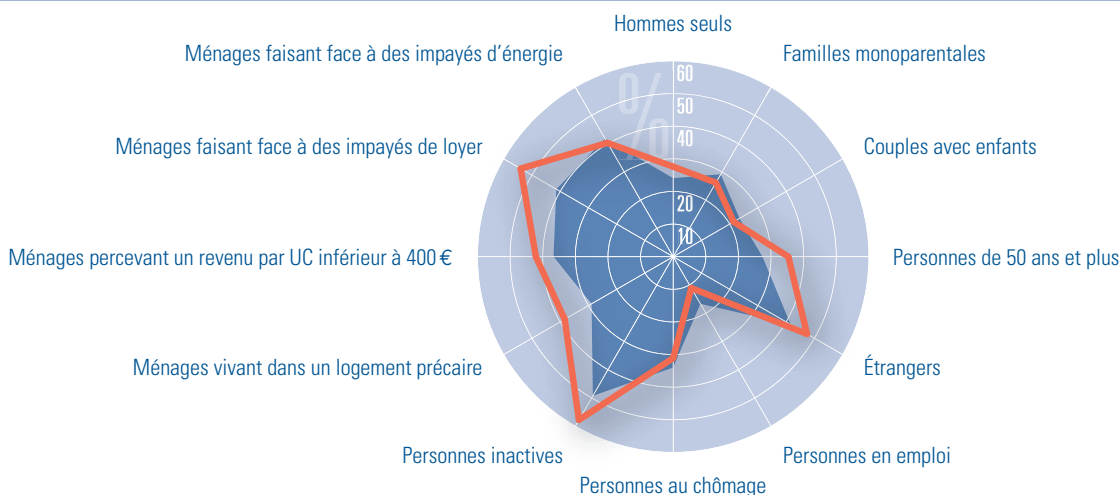
## LES SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En 2017, les équipes du Secours Catholique en région PACA-Corse ont accueilli 39 900 ménages, dont 33 % étaient déjà connus de l'association, un taux de 12 points plus élevé qu'en 2012 (21 %).

La demande la plus souvent exprimée est l'aide alimentaire. Cela concerne 65 % des personnes rencontrées, un taux en forte

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR - CORSE

FRANCE ENTIÈRE



**Champ :** ménages rencontrés par le Secours Catholique. **Note de lecture :** la région PACA - Corse compte 27,6 % d'hommes seuls, contre 24,1 % pour la France entière.

augmentation dans la région (50 % en 2012 et 60 % en 2016) et de 60 points au-dessus du niveau national (52 %). Les demandes d'écoute, de conseil et d'accueil sont presque aussi nombreuses (63 % contre 58 au niveau national).

Parmi les personnes rencontrées, la part des plus de 60 ans a augmenté de 4 points en 5 ans (passant de 10 % en 2012 à 14 % en 2017), ce qui est également 4 points de plus qu'au niveau national (10 %).

La part de personnes de nationalité française est moins importante dans les accueils de la région qu'au niveau national (53 % contre 58 %). Parmi les 41 % d'étrangers, 33 % sont originaires d'un pays du Maghreb, contre 23 % à l'échelle nationale, 34 % d'Europe de l'Est, contre 24 % à l'échelle nationale, et 13 % d'un pays d'Afrique subsaharienne, alors que cette part est de 36 % en moyenne dans le reste de la France.

Parmi les étrangers hors UE, la part de personnes en attente de statut a augmenté de 22 points depuis 2012 (passant de 31 à 53 %). Elle est aujourd'hui de 44 % contre 40 en 2012 au niveau national. Sur cette même période, la part de personnes ayant un statut accordé, provisoire ou définitif, a chuté de 21 points, passant de 58 % en 2012 à 37 % en 2017. Celle de

personnes déboutées, sans papiers, a elle aussi baissé, bien que dans une moindre mesure. Elle est passée de 12 % à 10 % entre 2012 et 2017, alors qu'au niveau national, celle-ci est passée de 12 à 18 % sur la même période.

En 2017, une personne accueillie sur cinq (21 %) ne perçoit aucune ressource, un taux qui a légèrement baissé depuis 2016 (23 %) mais reste au-dessus du niveau national (18 %).

Le revenu moyen par unité de consommation (UC) est passé de 477 € en 2012 à 479 en 2017, alors qu'il est de 517 € au niveau national.

La situation par rapport à l'emploi a évolué. La part de personnes ayant un travail a baissé de 4 points par rapport à 2012, atteignant 11 % en 2017, contre 17 % au niveau national. Parmi elles, beaucoup sont de surcroît en temps partiel, 37 % contre 31 % au niveau national, 19 % sont en CDI et 15 % en contrat d'intérim/saisonnier.

Le nombre de chômeurs a diminué dans les accueils de Paca-Corse. Ils sont aujourd'hui 31 %, contre 38 en 2012 et 34 au niveau national, mais 68 % sont sans droits reconnus, contre 66 au niveau national.

La part de personnes en situation d'inactivité est de 58 %, soit supérieure à celles observées

en 2012 (47 %) et au niveau national (49 %). Parmi les personnes en situation d'inactivité, les parts d'inaptitude pour raison de santé (27 %) ou de préretraite (15 %) sont les plus élevées par rapport à l'ensemble des régions. La situation par rapport au logement est également différente. On observe que 25 % des personnes seulement vivent en HLM, la part la plus faible de toutes les régions, où la moyenne est de 38 %. Elles sont donc plus nombreuses à vivre en location privée ou en sous-location (30 % contre 25 au plan national). La part des personnes vivant à l'hôtel, en pension ou en garni a doublé entre 2012 et 2017, passant de 3 à 6 %, contre 3,5 % au niveau national. La part de personnes vivant dans la rue ou dans un squat est près de deux fois supérieure à la moyenne nationale, soit de 10,8 % contre 5,7.

C'est en Paca-Corse que l'on observe la plus faible part de personnes ayant l'appui de proches, soit 27 % d'entre elles contre 44 % au niveau national, et la plus faible participation à des activités collectives (20 % contre 31 au plan national, même si ce taux a augmenté de 8 points depuis 2012).

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR - CORSE		PACA-Corse		France	
		2012	2017	2012	2017
<b>PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1)</b>	Écoute, accueil, conseil	57,1 %	62,9 %	55,0 %	58,4 %
	Alimentation	49,5 %	65,1 %	57,5 %	51,9 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	19,7 %	15,6 %	18,1 %	18,1 %
	Mobilité (voiture, transport)	4,0 %	3,7 %	4,9 %	7,0 %
<b>TYPE DE MÉNAGE</b>	Hommes seuls	36,2 %	27,6 %	24,5 %	24,1 %
	Femmes seules	16,9 %	18,4 %	16,3 %	17,1 %
	Couples sans enfants	4,7 %	6,3 %	6,3 %	6,1 %
	Pères seuls	2,5 %	2,7 %	3,3 %	3,4 %
	Mères seules	24,4 %	23,6 %	27,0 %	25,8 %
	Couples avec enfants	15,3 %	21,4 %	22,6 %	23,5 %
<b>ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE</b>	Moins de 25 ans	8,5 %	5,4 %	9,2 %	8,9 %
	25-49 ans	62,9 %	59,3 %	65,9 %	63,7 %
	50 ans et plus	28,6 %	35,3 %	24,9 %	27,4 %
<b>ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE</b>	France	58,3 %	58,6 %	68,5 %	61,3 %
	Maghreb	19,7 %	13,5 %	8,2 %	8,7 %
	Afrique subsaharienne	4,3 %	5,2 %	10,3 %	13,9 %
	Union européenne	11,7 %	5,1 %	3,9 %	3,0 %
	Europe de l'Est (hors UE)	4,4 %	14,1 %	6,3 %	9,4 %
	Autre	1,6 %	3,5 %	2,8 %	3,7 %
<b>STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE)</b>	Statut accordé	57,7 %	37,2 %	47,9 %	38,2 %
	Statut demandé, en attente	30,8 %	53,3 %	40,0 %	43,5 %
	Débouté, sans papiers	11,5 %	9,5 %	12,1 %	18,3 %
<b>SITUATION DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE FACE À L'EMPLOI</b>	CDI plein-temps	2,8 %	2,1 %	4,4 %	3,7 %
	Emplois précaires (2)	8,8 %	6,7 %	10,4 %	9,9 %
	À son compte	0,8 %	0,6 %	0,9 %	0,7 %
	Autre travail	1,3 %	0,9 %	1,3 %	1,2 %
	Formation professionnelle	1,1 %	0,8 %	1,4 %	1,2 %
	<b>Sous-total emploi</b>	<b>14,8 %</b>	<b>11,1 %</b>	<b>18,4 %</b>	<b>16,7 %</b>
	Chômage indemnisé ou en attente	12,1 %	10,0 %	11,9 %	11,6 %
	Chômage sans droits reconnus	25,9 %	21,1 %	26,4 %	22,4 %
	<b>Sous-total chômage</b>	<b>38,0 %</b>	<b>31,1 %</b>	<b>38,3 %</b>	<b>34,0 %</b>
	Étudiant	0,6 %	0,5 %	1,1 %	1,4 %
	Inaptitude santé	16,3 %	15,8 %	10,6 %	10,4 %
	Retraite, préretraite	6,7 %	8,6 %	5,4 %	5,4 %
	Au foyer	4,7 %	3,0 %	6,7 %	4,5 %
	Sans droit au travail	9,3 %	19,8 %	9,1 %	15,5 %
	Autre sans emploi	9,6 %	10,1 %	10,4 %	12,1 %
<b>Sous-total inactivité</b>	<b>47,2 %</b>	<b>57,8 %</b>	<b>43,3 %</b>	<b>49,3 %</b>	
<b>TYPES DE RESSOURCES</b>	Ni revenus du travail ni transferts sociaux	25,7 %	27,8 %	18,5 %	22,2 %
	Revenus du travail	9,7 %	7,6 %	7,7 %	7,7 %
	Transferts sociaux	39,5 %	38,3 %	43,8 %	40,6 %
	Revenus du travail et transferts sociaux	25,1 %	26,3 %	30,0 %	29,5 %
<b>REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2016)</b>		477 €	479 €	516 €	517 €
<b>EXISTENCE D'IMPAYÉS</b>		57,4 %	48,0 %	58,8 %	54,5 %
<b>IMPAYÉ MÉDIAN (euros constants)</b>		827 €	773 €	817 €	789 €
<b>NATURE DES IMPAYÉS</b>	Loyer, mensualités d'accession	51,1 %	54,0 %	42,9 %	41,4 %
	Gaz, électricité, combustibles	38,3 %	40,3 %	39,3 %	41,8 %
	Eau	18,3 %	18,0 %	16,6 %	18,6 %
	Découvert bancaire	17,1 %	14,6 %	23,4 %	21,7 %
<b>TYPE DE LOGEMENT</b>	Logement stable (3)	67,7 %	61,6 %	75,9 %	71,1 %
	Logement précaire (4)	32,3 %	38,4 %	24,1 %	28,9 %

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.